INDUSTRIE. « APRÈS FORD ? PÔLE EMPLOI, ET UN GILET JAUNE »

Mercredi, 5 Juin, 2019

Louis Gohin

Ford a beau vouloir supprimer 7 000 postes dans le monde (10 % de ses effectifs). La CGT persiste : il a aussi déposé des recours à l'OIT et, le mois dernier, au Conseil de l'Europe.

Pendant que la CGT lutte contre la fermeture, les ouvriers prévoient déjà l'après-Ford. Les pouvoirs publics négocient l'avenir du site, alors même que les syndicats craignent une possible fermeture de GFT, l'autre usine du groupe américain à Blanquefort.

Blanquefort (Gironde), correspondance.

À l'usure. Debout derrière les grilles de l'usine Ford Aquitaine Industries (FAI), à Blanquefort (Gironde), les ouvriers attendent l'heure pour rentrer chez eux. Cet été, FAI ferme. La CGT refuse cette option et assigne Ford au tribunal ce mardi. Ford a beau vouloir supprimer 7 000 postes dans le monde (10 % de ses effectifs). Le syndicat persiste : il a aussi déposé des recours à l'Organisation internationale du travail (OIT) et, le mois dernier, au Conseil de l'Europe.

« L’entreprise est redevable à la collectivité »

« Ford est en train de faire ce qu’il veut, alerte la CGT. *Il va falloir que certaines personnes tapent du poing sur la table ! Ford a acquis ces terrains au tiers du marché en 1972 et, avec toutes les subventions et crédits d’impôts dont elle a bénéficié, l’entreprise est redevable à la collectivité. »*L’objectif annoncé par le syndicat est d’obliger Ford à accepter une autre solution que la fermeture, pour les salariés qui ne sont éligibles ni à la retraite, ni à la préretraite.

Devant le parking de l’usine, les portiques d’entrée et de sortie sont presque tous condamnés. De l’autre côté, bien alignées, les voitures attendent leur propriétaire. *« Le parking est vide comparé à l’époque où l’entreprise employait plusieurs milliers de personnes »*, témoigne Jérôme, 46 ans, délégué CGT. *« Aujourd’hui, les productions se font ailleurs, Ford donne juste un peu de travail aux ouvriers pour les occuper. »* À ses côtés, sa collègue syndicaliste Patricia Laujac ajoute : *« Nous n’avons plus qu’une heure et demie ou deux heures de travail par jour. Certains se baladent dans l’usine, d’autres jouent aux cartes… »*

Fin février 2018, Ford annonce qu’il n’investira plus dans le site producteur des boîtes automatiques. Il y a six mois, l’entreprise refuse l’offre du Belge Punch. En interne, la nouvelle fait déborder le vase après un an de revirements. En mars dernier, le PSE est lancé. Le troisième depuis 2006. Il envoie la moitié des 850 employés chez Pôle Emploi (les licenciements sont prévus fin septembre). Les autres ont déjà commencé à partir en retraite ou en pré-retraite, petit à petit (plus de 180 salariés le mois dernier).

« Réindustrialiser le site ? Je n’y crois plus »

L’entreprise a donné un accord de principe, en mars, pour financer à hauteur de 20 millions d’euros un comité de revitalisation qui associerait l’État, Ford et éventuellement les collectivités. 10 personnes ont déjà retrouvé un emploi, et 2 ont monté leur propre entreprise. Mais pour la plupart des salariés, retrouver du travail rapidement n’est pas acquis. Problème : la dépollution des sols du site, souillés par les hydrocarbures, n’est pas finie. Même si elle a commencé il y a déjà une dizaine d’années. De nouvelles activités ne peuvent donc pas venir s’implanter immédiatement. Et pourtant, les terrains (96 hectares en tout) ont, eux, une valeur certaine, idéalement situés à 15 minutes de Bordeaux en voiture ou 30 minutes en tram…

L’État, les collectivités et les syndicats travaillent depuis mars dans le cadre d’un groupe de travail pour réindustrialiser le site. Mais trois mois après, les discussions n’ont pas encore abouti. *« Nous n’en sommes pas à réfléchir à la réindustrialisation, pour le moment nous voyons ce qui peut être sauvé »*, confie Didier Miramont, délégué syndical FO. *« L’enjeu est d’installer de nouvelles activités industrielles le plus rapidement possible »*, explique la région Nouvelle Aquitaine. Mais les ouvriers interrogés n’ont pas

confiance dans la reconversion de FAI. Philippe travaille à FAI depuis 32 ans : *« Réindustrialiser le site ? Je n'y crois plus, dit-il sur le parking. ''Ils'' nous ont baladés pendant des mois. »* Certains sont plus radicaux : *« Après Ford ? Pour moi, ce sera Pôle Emploi, et un gilet jaune »*, expédie un employé, jean et boucle d'oreille, la cigarette à la main.

« Chacun pense pour sa poire ! »

« Beaucoup d'entre nous ont envie de tourner la page », témoigne un ouvrier. Dans le grand hall vide du comité d'entreprise, Sophie confirme : *« Tout le monde en a marre dans l'usine »*. Agent administratif au CE, elle a vu se dégrader la situation mois par mois, année après année, depuis le premier retrait de la maison mère en 2009. *« Avant, nous travaillions dans la joie et la bonne humeur, les gens étaient contents de venir*, raconte-t-elle. *Depuis deux ans, chacun pense pour sa poire ! »* En tant qu'employée du CE, Sophie n'est pas considérée comme une salariée de FAI. Comme elle, 2 000 emplois induits devront partir sans la même protection que les autres.

Le temps de retrouver du travail, il est prévu que les salariés touchent une indemnité légale, une supra légale pour ceux employés directement par Ford et un congé de reclassement de 18 mois maximum pour les chômeurs. Les ouvriers interrogés, qui gagnent entre 1 800 et 2 500 euros, déclarent toucher entre 50 000 et 80 000 euros d'indemnité. Loin de la moyenne trois fois plus élevée qui a pu être évoquée dans certains articles de presse. La direction de Ford elle-même précise : *« Cette moyenne n'était pas réaliste, car il faut distinguer les indemnités versées aux salariés et le coût global de la réhabilitation du site. »*

« L'occasion de changer d'entreprise »

Devant l'usine, Muriel, bottines et boucles d'oreilles, regagne sa Ford Fiesta après le travail. *« Pour moi, ce PSE est l'occasion de changer complètement d'entreprise tout en restant dans le même métier »*, déclare-t-elle énergiquement. Elle compte sur ses 32 ans d'expérience dans la commande numérique pour retrouver un emploi : cette spécialité est présente dans

plusieurs secteurs industriels. Dans sa recherche, elle se fait accompagner par le cabinet de reclassement qui intervient dans l'entreprise.

D'autres ouvriers préfèrent s'en passer : *« Le cabinet n'a pas tant de propositions de travail, mieux vaut se débrouiller par soi-même »*, estime Patrick, sweat noir, en allant prendre son poste. Ce quadra n'en est pas encore à la fin de carrière. Encore moins Rayane, trentenaire, cuisinier de l'usine. Comme Muriel, celui-ci a son idée pour retrouver du travail : *« Je vais suivre une formation complémentaire dans le cadre du chômage, et avoir plus de chances d'être embauché quelque part »*, confie-t-il.

Certains sont autrement plus pessimistes sur la situation. Au point que Philippe Poutou, responsable syndical CGT, met en cause *« les pressions, les chantages, les menaces »* de la part

de l'employeur, dans la mort des trois salariés qui ont mis fin à leurs jours depuis 6 mois. Ford répond : *« Nous n'avons pas été informés par la police que ces actes étaient liés à la situation dans l'entreprise. »*

« Ford, c'est ma vie »

Pour les employés promis à la retraite ou à la pré-retraite, l'avenir est moins sombre que pour les chômeurs. Éric Troyas, est délégué FO, *« Basque et rugbyman »*. Il projette déjà de monter sa propre structure en aide sociale et d'aider sa femme pour son autoentreprise de vente en ligne. Il a 55 ans, à peu près la moyenne d'âge à FAI. Comme beaucoup, il a connu la belle époque de Ford. *« On nous a dit que nous étions les meilleurs du monde et à l'arrivée, on ferme »*, proteste-t-il, les joues bien rouges, devant un panneau « Ford » abîmé par les intempéries. Mais quand il regarde dans le rétroviseur, le solide quinquagénaire change de ton. *« Ford, c'est ma vie*, résume-t-il. *Je suis entré grâce à mon père, qui travaillait déjà ici. Il a 86 ans. Cette histoire de fermeture l'a rendu malade. Il n'y croyait pas. »*

Les syndicats s'inquiètent aussi de voir fermer à son tour Getrag Ford Transmissions (GFT), la seconde usine Ford de Blanquefort (qui fabrique des boîtes de vitesses manuelles). Ses 1 200 employés, plus jeunes qu'à FAI, comptent davantage d'intérimaires. L'entreprise américaine en est actionnaire à 50 %. Elle pourrait revendre ses parts. La direction de Ford dément cette information, qu'elle qualifie de *« rumeur »*. De son côté, GFT déclare *« ne pas être en mesure d'apporter une réponse »* pour confirmer ou non le fait que Ford prévoie de se retirer. Mais en cas de retrait, après le PSE de chez FAI, le tissu économique local serait d'autant plus affecté… La CGT de GFT demande à Ford, qui est aussi cliente de l'usine à 100 %, d'annoncer quel volume de commandes elle maintiendra si elle revend ses parts.

Texte et photos : Louis Gohin